

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N° 972 / Mai 2024

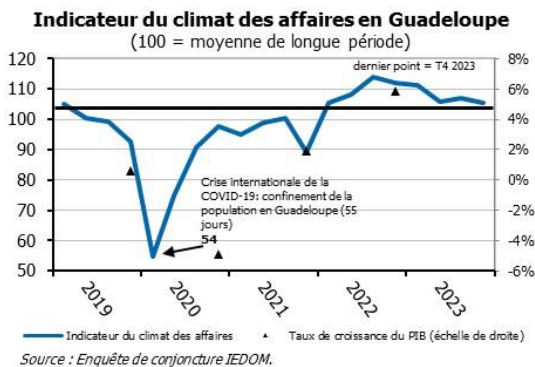
L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2023

Les incertitudes plongent les acteurs économiques dans l'attentisme

En 2023, la conjoncture économique est marquée par un essoufflement de la dynamique de reprise entamée en 2022. Malgré son repli tout au long de l'année, l'indicateur du climat des affaires reste encore au-dessus de sa moyenne de long terme, reflétant un moral des chefs d'entreprise toujours positif. Cependant les ménages, confrontés à une inflation persistante, réduisent leurs dépenses de consommation et les chefs d'entreprise ralentissent leurs investissements. Face aux incertitudes, les échanges extérieurs, en baisse, subissent également les contrecoups de cette morosité. Sur le front de l'emploi, le chômage reste encore élevé malgré une légère amélioration du marché du travail. Dans le secteur bancaire, la hausse continue des taux moyens des crédits pèse sur les coûts de financement et sur les décisions des emprunteurs. Dans ce contexte, les encours de crédits stagnent tandis que la sinistralité s'accroît, et les actifs financiers — notamment les dépôts à vue — diminuent.

Décélération de l'économie face à une inflation persistante

Le climat des affaires reste sur un point haut

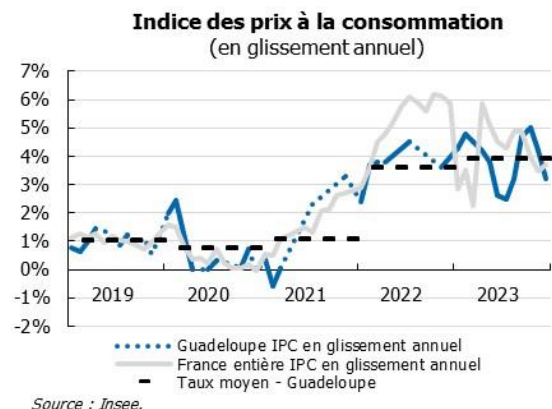


En 2023, malgré un léger recul, l'indicateur du climat des affaires (ICA) reste au-dessus de sa moyenne de long terme. Il atteint une moyenne annuelle de 107,4 points, contre 109,8 points en 2022, soit une baisse de 2,3 points sur un an. Au cours de l'année, l'ICA a connu une évolution heurtée avec une baisse marquée au deuxième trimestre, puis une légère hausse au troisième, et une stabilisation en fin d'année. Bien que l'activité soit moins dynamique et que les charges d'exploitation augmentent en raison de la hausse des coûts et des salaires, le moral des chefs d'entreprise reste globalement positif.

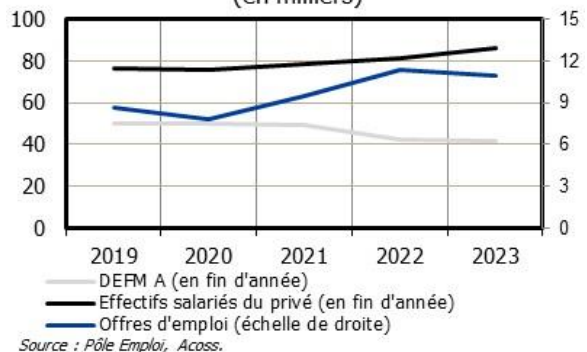
Une inflation toujours présente

En 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) demeure en hausse. En moyenne sur l'année, l'IPC a augmenté de 3,9 % contre +3,6 % en moyenne en 2022. Cette évolution s'explique surtout par l'augmentation des prix de l'énergie (+7,8 % en moyenne annuelle) et de l'alimentation (+5,2 %). Sur l'année, la hausse des prix a été plus marquée au premier semestre, avec notamment une forte progression des prix de l'alimentation et des produits manufacturés. Elle s'est poursuivie au second semestre, cette fois en raison de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Pour la contenir, des initiatives locales ont été mises en place telles que le dispositif « coup de pouce énergie » (par la Région Guadeloupe en octobre 2023) pour aider les ménages les plus vulnérables à faire face à la hausse des coûts de l'énergie.

L'année 2023 est marquée par l'extension du Bouclier Qualité Prix à un éventail plus large de produits dans la grande distribution, visant une baisse du prix global des paniers de consommation de 2 à 4 %.



Indicateurs du marché de l'emploi (en milliers)



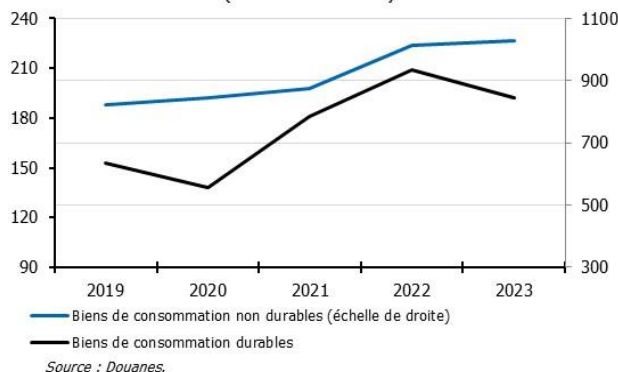
Un marché de l'emploi atone

En 2023, malgré quelques signes favorables, le marché de l'emploi peine à s'améliorer. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) a certes enregistré une baisse de 3,9 %, atterrissant à 42 200 personnes, mais le taux de chômage reste à un niveau élevé (19 %, contre 7 % pour la France entière). De plus, le nombre d'offres d'emploi a diminué de 4,2 % sur un an. L'emploi salarié privé a connu une légère augmentation de 0,5 %, pour un total de 89 099 salariés à la fin de l'année. Cependant, les chefs d'entreprise rencontrent toujours des difficultés de recrutement dans les secteurs de la distribution, de la logistique et du BTP. Enfin, l'effectif du secteur public reste stable, avec 39 665 salariés (+0,1 %).

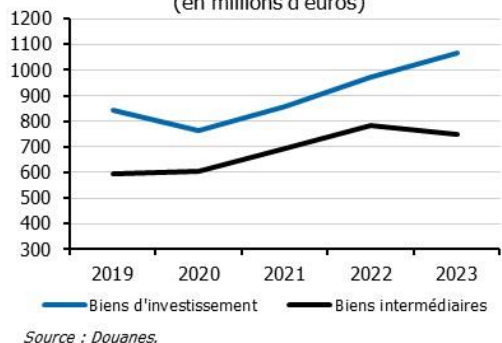
La consommation des ménages fléchit

En 2023, les ménages freinent leurs dépenses de consommation, après une année 2022 de rattrapage. L'inflation persistante pèse en effet sur la consommation des ménages les plus fragiles. En valeur, les importations de biens de consommation durables chutent de 8,1 %, après une hausse significative de 15,4 % en 2022. À l'inverse, les importations de biens de consommation non-durables augmentent légèrement en valeur, de 1,5 %. Avec un taux d'intérêt moyen toujours en hausse (6,62 % au 4^e trimestre 2023, soit son niveau le plus élevé depuis 2016), les encours des crédits à la consommation des ménages progressent plus faiblement en 2023 (+4,5 % contre +9,4 % en 2022). Par ailleurs, le nombre de dossiers de surendettement atteint un niveau record (543, soit +9,7 % en 2023).

Importations de biens destinés aux ménages (en millions d'euros)



Importations de biens destinés aux entreprises (en millions d'euros)



Un ralentissement des investissements privés

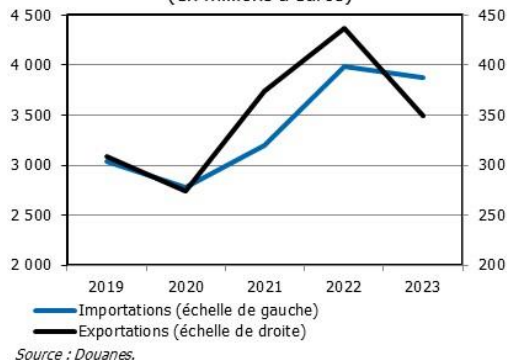
Malgré les intentions affichées, les chefs d'entreprise adoptent une attitude prudente en matière d'investissement. En valeur, les importations de biens et les financements d'investissements portés par les entreprises connaissent certes une hausse respective de 9,6 % et 5,6 %, mais les importations de biens intermédiaires et les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent à contrario des baisses respectives de 4,3 % et de 6,2 %. De même, les investissements des entreprises, déclarés à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) diminuent de 6,1 % après une progression de 21,6 % en 2022. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises augmentent de 20,5 % (sans retrouver toutefois leur niveau d'avant crise sanitaire), tandis que le nombre d'impayés sur effets de commerce dépasse son niveau de 2019 de 12,6 % après trois années de baisse.

Des échanges extérieurs en repli

Fin 2023, les échanges extérieurs reculent, consécutivement à la baisse de la consommation. En valeur, les importations et les exportations ont enregistré des baisses respectives de 2,7 % (après une hausse de 24,5 % en 2022) et de 20 % (comparé à une augmentation de 16,8 % l'année dernière), principalement en raison de la réduction des échanges d'énergie. Pour autant, les produits pétroliers conservent leur rang de premier poste d'importation (18,1 %), tandis que les alcools distillés (rhums) occupent la première place parmi les exportations (15,5 %) hors produits pétroliers.

En raison de son insularité, de son tissu industriel limité et de la taille modeste de son marché, la Guadeloupe présente une balance commerciale structurellement déficitaire (hors services), s'élevant à 3,5 milliards d'euros en 2023 (-0,3 % par rapport à l'année précédente).

Échanges commerciaux (en millions d'euros)

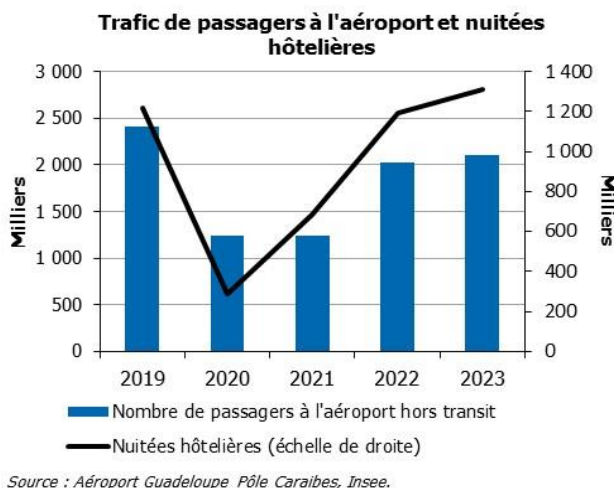
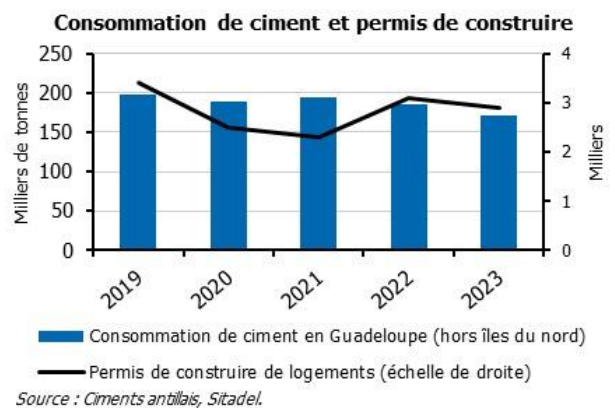


Activité sectorielle : une année 2023 mitigée après la reprise d'activité de 2022



L'activité dans le secteur du commerce se maintient avec un chiffre d'affaires de 5,6 milliards d'euros en 2023 en léger repli (-0,4 %, contre +7,1 % en 2022). En dépit de cette légère contraction (hors effet prix), les chefs d'entreprise ont fait état d'une activité bien orientée en 2023. Bien que le nombre d'immatriculations de véhicules de particuliers ait progressé de manière moins marquée (+2,4 % en 2023 par rapport à + 11,8 % en 2022), la collecte de TVA, basée sur la vente de biens et services, a enregistré une croissance significative de 14,3 % sur l'année. Toutefois, cette évolution est à nuancer au regard de la diminution de 5,7 % de la collecte de l'octroi de mer, liée à l'importation de biens. Dans ce contexte, les professionnels du secteur souffrent de difficultés croissantes de trésorerie en raison du poids des charges d'exploitation. Enfin, deux nouveaux centres commerciaux ont vu le jour en 2023 à Baie-Mahault : Moudong Plaza et Jaille Plaza.

Le secteur du BTP enregistre une progression sensible de son chiffre d'affaires (+22 % après 4 % en 2022), tirée notamment par l'augmentation continue des coûts des matériaux. En 2023, l'inflation sur les matériaux importés et l'allongement des délais d'approvisionnement suscitent des préoccupations chez les professionnels du secteur. Ils font part également de la contraction de leur trésorerie. En parallèle, la commande publique montre des signes de reprise, offrant de nouvelles opportunités aux acteurs du BTP. Pourtant, selon la Cellule économique régionale de la construction (CERC), sur 507 appels d'offres publics publiés en 2023 (+31,3 % en un an), seuls 12 % ont abouti en marché signé. La consommation de ciment en Guadeloupe recule de 7,4 % sur un an (-4,3 % en 2022), en raison notamment de l'achèvement du gros-œuvre du chantier du CHU et de la baisse de la construction de logements neufs. La hausse des taux d'intérêt et des coûts de financement pour les projets de constructions décourage certains investisseurs et promoteurs immobiliers à lancer de nouveaux projets, contribuant ainsi à la baisse du nombre de permis de construire (-6,5 % sur un an) et des encours de crédit à l'habitat en 2023 (-1 %). Pour autant, plusieurs chantiers majeurs, tels que le CHU, la maison d'arrêt de Basse-Terre ou encore les réseaux routiers de la Jaille, ont stimulé l'activité des entreprises de gros et second œuvres tout au long de l'année.



En 2023, l'activité touristique poursuit son redressement, avec une augmentation significative du chiffre d'affaires de l'hébergement et de la restauration, qui progresse de 13,4 % après une hausse de 53,5 % en 2022. L'impact de l'épidémie de COVID-19 ayant quasiment disparu, la clientèle touristique fait son retour. Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes progresse (+4 % sur un an) et représente désormais 87 % de son niveau de 2019. En parallèle, le nombre de nuitées hôtelières dépasse son niveau de 2019 (+7 %). L'offre d'hébergement via les plateformes de ventes en ligne (AIRBNB, HOMEWAY-ABRITEL) s'élargit et les réservations correspondantes continuent de s'accroître en 2023 (respectivement +5 % et +8 % sur un an). Redémarrant en novembre 2022, la saison des croisières 2022-2023 a tenu ses promesses, avec 223 escales réalisées dans l'archipel. La saison 2023-2024 s'annonce tout aussi favorable, avec notamment l'initiative de la compagnie Costa de mettre en place des vols directs entre certaines villes de province françaises et les Antilles durant une période limitée. Dans ce contexte, les

professionnels du tourisme sont confiants, mais restent attentifs à l'évolution des prix des billets d'avion due à l'inflation et au cours du pétrole.

Dans le secteur des industries agroalimentaires (IAA), l'activité ralentit, avec des importations et exportations en hausse de 1,5 % et 2,5 % respectivement (contre 22,0 % et 8,6 % en 2022). Malgré une campagne sucrière démarrée plus tardivement (en avril) par rapport à sa période habituelle (février) sur fond de tensions persistantes concernant la rémunération des acteurs de la filière, la récolte 2023 augmente de 9 % par rapport à l'année précédente, à 457,6 milliers de tonnes de cannes en 2023 (+0,8 % par rapport à 2021). Les exportations de rhum agricole diminuent de 1,2 % après une forte hausse en 2022. En valeur, les exportations de bananes se stabilisent après une baisse en 2022, alors que les abattages de la filière viande restent en retrait. En dépit d'une légère amélioration, la situation financière du secteur primaire reste fragile, avec une hausse des coûts de production.

L'activité bancaire ralentit ¹

Le financement de l'économie ralentit



Après avoir ralenti à fin 2022 (+3,8 % contre +5,4 % à fin 2021), **l'encours de crédits** des établissements bancaires locaux est stable à fin décembre 2023. Il s'établit à 9,2 milliards d'euros, soit -0,2 % sur un an. Cette évolution est inférieure aux taux de croissance annuels observés sur les 4 dernières années marquées par la diffusion des Prêts Garantis par l'État - PGE) dès 2020. Elle souligne une perte de vitesse de l'activité de financement en 2023, dans un contexte de politique monétaire moins accommodante, avec un renchérissement du coût du crédit et de tensions inflationnistes.

Les encours de crédits aux **ménages** (4,2 milliards d'euros) progressent à un rythme moins soutenu en 2023 (+1,0 % après +9,0 % en 2022).

L'encours sain des crédits aux **entreprises** marque le pas au 4^e trimestre 2023 (-0,6 % contre +1,8 % en 2022), après avoir connu une croissance historique en 2020 (+24,7 %), liée à la mise en place des PGE. À fin juin 2023, 694,3 millions d'euros de PGE ont été accordés à 3 755 entreprises locales et 376,7 millions d'euros restent aujourd'hui à rembourser (soit 54 %). Bien que leur encours se tasse, les entreprises demeurent les premiers emprunteurs sur la place guadeloupéenne, avec 4,3 milliards d'euros d'encours total.

Les crédits aux **collectivités locales** (509 millions d'euros) sont à nouveau en retrait sur un an (-3,0 % après -7,4 % en 2022), témoignant de la fragilité de leur situation financière.

La sinistralité de la place bancaire se détériore en 2023. L'encours global de créances douteuses s'établit à 449,2 millions d'euros (+5,3 % sur un an). Le taux de créances douteuses total s'élève ainsi à 4,6 % à fin décembre 2023 et croît de 0,2 point sur un an.

Une diminution du niveau des actifs financiers

En 2023, les actifs financiers s'établissent à 7,8 milliards d'euros, en recul de 3,5 % sur un an (contre +1,4 % en 2022). Cette baisse, observée pour l'ensemble des catégories d'agents économiques, s'explique par les arbitrages opérés par les épargnants, en période d'inflation et de remontée des taux d'intérêt. L'excès de dépôts à vue des années 2020-2021 a permis aux consommateurs d'absorber la hausse des prix ou a été réalloué en partie sur des placements plus rémunérateurs.

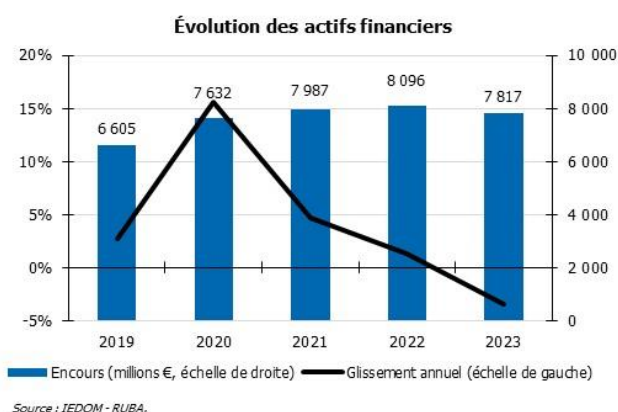
Avec 4,8 milliards d'euros d'actifs, les **ménages** sont les premiers déposants. L'encours de leurs dépôts fléchit (-3,0 % en 2023 contre +2,0 % en 2022) et plus particulièrement celui des dépôts à vue (-12,1 % en 2023 contre +3,8 % en 2022).

Les avoirs des **entreprises** sont en retrait également (-3,9 % en 2023 contre -0,2 % en 2022), pour atteindre 2,5 milliards d'euros. Pour certaines, les PGE avaient permis de se constituer des réserves de trésorerie dans lesquelles elles puisent désormais pour faire face à l'inflation et à la hausse des charges d'exploitation. De plus, les PGE sont désormais entrés en phase de remboursement. Ces deux phénomènes conjugués expliquent que les dépôts à vue des entreprises sont en repli en 2023 (-16,2 % après -2,1 % en 2022).

Les dépôts à vue diminuent de 14,6 % pour l'ensemble les acteurs économiques, tandis que les placements liquides augmentent de 19,9 %. Cette évolution est principalement due aux placements liés aux taux du marché (pour l'essentiel, les comptes à terme), qui ont doublé en un an, passant de 350,1 millions à 728,9 millions d'euros. Malgré une baisse de 1,7 % de la collecte des comptes d'épargne spéciaux, les livrets A, les livrets de développement durable et les livrets d'épargne populaire ont tous enregistré une hausse significative en 2023 : respectivement de 5,6 %, 5,2 % et 122,3 %.

La hausse des taux des crédits se poursuit

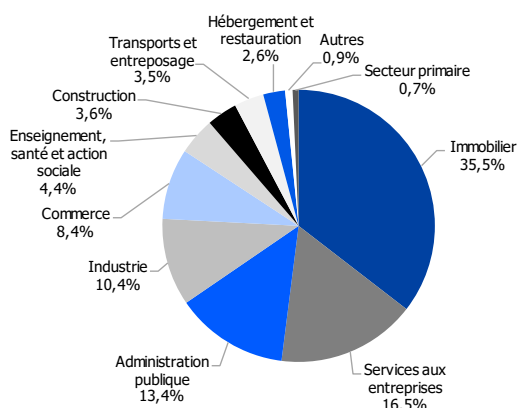
En 2023, les taux moyens des crédits ont augmenté, entraînant une hausse des coûts de financement tout au long de l'année. Au 4^e trimestre, les taux moyens des prêts personnels et des crédits à la consommation ainsi que des crédits à l'habitat ont atteint respectivement 6,62 % (+203 points de base par rapport à 2022) et 3,66 % (+191 points de base), dépassant ainsi les niveaux historiques des dix dernières années. Les taux des découverts ont également augmenté, atteignant 12,83 % (+16 points de



¹ Les données des années 2018 à 2022 présentées ici ne sont pas comparables à celles publiées les années précédentes. Depuis l'arrêté du 31/12/2023, trois établissements bancaires dont la qualité des données n'était pas conforme, déclarent dorénavant correctement leurs *reportings* en adéquation avec la réglementation.

base). Pour les entreprises, les taux moyens des crédits de trésorerie et des crédits à l'équipement ont augmenté respectivement de 205 et 155 points de base, pour s'établir à 5,75 % et 4,14 %.

Répartition sectorielle des risques au 31 décembre 2023



Source : Service centrale des risques.

L'immobilier reste le premier secteur financé

Au 31 décembre 2023, le total des risques de crédit déclarés en Guadeloupe par les établissements bancaires auprès du Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France s'élève à 7,0 milliards € (+3,9 % sur un an, contre +3,8 % en 2022). Le secteur immobilier concentre les risques les plus importants (2,5 milliards €, soit 35,5 % des risques déclarés au SCR) avec une augmentation de 7,5 % en 2023 (contre +12,4 % en 2022), suivi par les administrations publiques locales (1,2 milliard €, 16,5 % des risques) en progression de 8,7 % (contre +1,6 % en 2022), et les services aux entreprises (0,9 milliard €, 13,4 % des risques) qui diminuent pour la troisième année consécutive de 2,0 % cette année (contre -5,0 % en 2022 et -1,8 % en 2021). Ces trois secteurs concentrent ainsi environ deux tiers des risques de crédit.

Perspectives 2024 : une transition en douceur ?

Début 2024, les prévisions d'activité demeurent prudentes, malgré quelques signes d'amélioration dans certains secteurs clés. Les secteurs du BTP et des services marchands (hors tourisme) affichent des perspectives d'activité encourageantes, alors que les autres secteurs économiques sont moins optimistes.

Du côté du tourisme, les perspectives sont encourageantes, avec des projets de croisière programmés pour les saisons à venir (265 escales annoncées pour la saison 2024/2025 soit +10 % par rapport à 2023/2024). Toutefois, des interrogations subsistent quant à l'accueil des croisiéristes, comme en témoignent les récentes annulations d'escales par certains opérateurs (Virgin voyages). Pour sa part, la filière de la canne à sucre fait face à des défis persistants, notamment des tensions autour du prix de la tonne de cannes.

Bien que l'inflation ralentisse, les entreprises redoutent de nouvelles pressions sur leurs coûts et leur trésorerie, mais envisagent malgré tout d'augmenter leurs effectifs. Néanmoins, des tensions pourraient perdurer tout au long de l'année sur l'accès au crédit bancaire.

Par conséquent, l'investissement public pourrait jouer un rôle central en 2024, pour stimuler l'économie. En plus de la construction de l'Agropark et de l'Audacia Technopole Caraïbes, plusieurs autres projets d'infrastructures majeurs sont prévus tels que la mise aux normes sismiques des bâtiments d'État, la deuxième tranche du lycée de Baimbridge aux Abymes, le contournement de la Boucan à Sainte-Rose ou encore les travaux d'extension du port de Jarry.

Pour autant, des incertitudes pèsent sur les finances des collectivités locales, en raison notamment du projet d'évolution de l'octroi de mer porté, qui constitue près d'un tiers des recettes des communes, ainsi que le ralentissement constaté dans sa collecte en 2023.

Enfin, pour dynamiser l'économie locale, des investissements accrus dans la transition énergétique, le renforcement de la compétitivité des entreprises ou encore l'intégration régionale avec les voisins sont nécessaires pour garantir une croissance durable.